

**ARRETE N°2023/1304**

**PRONONÇANT LA REOUVERTURE  
DU BATIMENT ADMINISTRATIF  
DE L'AERODROME VENTOUX EDGAR-SOUMILLE**

**La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant le sinistre survenu le 1<sup>er</sup> octobre 2023 sur le site de l'aérodrome intercommunal Ventoux Edgar-Soumille, occasionné par la projection d'un aéronef sur le bâtiment administratif de la plate-forme, composé d'un bureau, d'un espace d'accueil et d'un club house,

Considérant la nécessité de faire procéder au contrôle de l'état de la structure et de la sécurité du bâtiment,

Vu l'arrêté n°2023-1286 en date du 2 octobre 2023 prononçant la fermeture temporaire du bâtiment administratif de l'aérodrome Ventoux Edgar-Soumille,

Vu le rapport de l'expertise conduite sur le site le 5 octobre 2023, « mettant en évidence que la structure du bâtiment est intacte et que l'avion n'a atteint que des aménagements extérieurs de l'aérodrome »,



Considérant en conséquence que ledit bâtiment peut être rouvert à l'accès aux publics autorisés, dans le respect des normes de sécurité,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Le bâtiment administratif susvisé de l'aérodrome Ventoux Edgar-Soumille est rouvert aux publics autorisés.

**Article 2 :** Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au maire de la commune de Pernes-les-Fontaines, à la préfète de Vaucluse, au commandant compétent de la Gendarmerie nationale, et pour information au titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire d'une partie des locaux concernés.

Fait à Carpentras, le 6 octobre 2023  
Pour la Présidente et par délégation,  
Le directeur général des services,



Laurent Marteau  
qui certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES Cedex 09 – Tél. 04.66.27.37.00 – Fax. 04.66.36.27.86 – [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr)) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.